



ÉDITO

Madame, Monsieur,

C'est avec plaisir que je vous adresse la première newsletter de l'année 2025.

Ce début d'année a été rythmé par les nombreuses cérémonies de vœux auxquelles j'ai pu participer. Cet exercice n'est pas, à mes yeux, une simple formalité : c'est un moment privilégié pour l'élue que je suis, de découvrir les projets à venir des villes composant notre territoire, et par la même être à l'écoute de leurs besoins et attentes exprimés.

D'ores et déjà, nous pouvons tirer quelques leçons de ce début d'année 2025 au niveau national. La macronie, désormais menée par le gouvernement Bayrou, n'entend faire aucun compromis. Ainsi, le budget pour 2025 présenté par le gouvernement s'apparente à une cure d'austérité encore plus sévère que celle que Barnier avait prévue.

À l'heure où j'écris ces lignes, le Parti socialiste a fait le choix de briser l'unité de la gauche en ne votant pas la censure et en apportant ainsi son soutien au gouvernement Bayrou. Cette décision est incompréhensible, car entre Barnier et Bayrou, il n'y a aucune différence dans les politiques qu'ils entendent mener. Aucune différence non plus quant à leurs compromissions avec l'extrême droite.

Si je regrette le choix fait par le PS pour le moment, je reste convaincue que l'unité de la gauche, avec ou sans le PS, autour du programme du Nouveau Front Populaire, demeure le meilleur moyen de gagner afin de changer la vie des Françaises et des Français.

C'est dans cet esprit de clarté et de fidélité à un programme politique que je continuerai à mener mon mandat tout au long de l'année à venir.

Je vous souhaite une bonne lecture !

À l'Assemblée Nationale

Gouvernement Bayrou et motion de censure

L'événement politique de ce début d'année était évidemment le vote du budget 2025. À la sortie du mois de décembre, nous étions renforcés, car notre capacité à dégager des majorités à l'Assemblée pour faire passer des mesures prévues par le programme du NFP avait été démontrée. Mieux, nous avons ensemble censuré le gouvernement illégitime de M. Barnier.

Hélas, au lieu de maintenir l'unité de la gauche autour du NFP, le PS a décidé, seul, de négocier avec François Bayrou, le successeur de Michel Barnier, tout autant illégitime, donnant ainsi l'image d'une gauche éclatée au moment où nous avons besoin d'unité. Repoussant ses lignes rouges toujours plus loin, le PS a fini par décider de ne pas voter la censure du gouvernement Bayrou, au motif d'avancées obtenues, qui à côté du budget le plus austéritaire depuis 25 ans, n'est pas tolérable. Nous avons un budget celui de 2024 qui était reconduit grâce la loi spéciale votée à l'Assemblée nationale en décembre 2024. Notre voisin espagnol, par exemple, a fonctionné tout au long de l'année 2024 sans loi de finance en reconduisant automatiquement le budget de 2023. Il n'a connu ni panique ni chaos !

Pour ma part, j'ai voté, et voterai, les motions de censure contre le gouvernement Bayrou pour les raisons suivantes :

- le respect du résultat des élections législatives de 2024 ;
- la lutte contre les politiques libérales du gouvernement Bayrou/Macron ;
- la fidélité aux engagements du NFP.

Le Parti Socialiste s'est isolé dans cette séquence, puisque les député.es écologistes, communistes et insoumis.es, avec quelques député.es socialistes, que je félicite pour le courage de leurs convictions, ont voté la motion de censure. Nous devons continuer à avancer uni.es, sur la base de ce vote et de la fidélité au programme du NFP, sur lequel nous avons tous et toutes été élu.es. La parole donnée aux électrices et électeurs compte et doit compter.

Remise en cause du droit sol à Mayotte

Le jeudi 6 février, lors de la niche parlementaire de LR, le droit du sol a été remis en cause à Mayotte. Je suis intervenue dans l'hémicycle pour alerter sur la gravité et l'inefficacité de cette mesure. Si Mayotte traverse une telle crise, c'est en raison de son abandon par l'État, et non à cause du droit du sol. Cette loi ne sert que les intérêts racistes du RN, pas ceux des Mahorais.es.

La République est une et indivisible. Il ne peut y avoir de suppression du droit du sol à Mayotte sans que cela n'ouvre une brèche pour sa remise en cause sur l'ensemble du territoire. Les idées de l'extrême-droite sont un danger pour nos principes républicains. Je les dénoncerai et combattrai toujours sans relâche !



Mobilisations et circonscription



08/01 : Rencontre avec le Planning Familial 38 pour échanger sur les questions relatives aux droits des femmes et des personnes LGBT.



11/01 : Cérémonie des vœux de la commune de Saint-Jean-de-Moirans



10/01 : Permanence parlementaire à Izeaux



17/01 : Visite du site Trixell à Moirans



11/01 : Conférence de presse avec Raphaël Arnault à l'occasion des journées RLF



18/01 : Cérémonie des vœux à la permanence parlementaire



22/01 : Manifestation des salariés de la chimie à Paris



29/01 : Rencontre avec les salariés de Mercier Bois à Vinay

Me contacter

PERMANENCE

11 rue Genevoise
38500, Voiron

Ouvert au public du lundi au vendredi de 15h à 17h

Assemblée nationale

32 rue Saint-Dominique
75007 Paris

Adresse email

sandrine.nosbe@assemblee-nationale.fr